

ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL TEMPORAIRE

n° 21 - DRIT - 2022 - Aproro

proroge l'arrêté 21 - DRIT - 1895 - ATX

Portant réglementation de la circulation

Circulation alternée et Limitation de vitesse

- RD950 du PR 29 au PR 30+0500 (ONGLES)
- RD950 du PR 34+0700 au PR 39 (LIMANS)
- RD951 du PR 54 au PR 57+0850 (MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX et CRUIS)
- RD12 du PR 63+0250 au PR 66+0500 (LARDIERS et ONGLES)
- RD16 du PR 1+0620 au PR 2+0470 (MONTLAUX et CRUIS)
- RD112 du PR 0 au PR 1+0600

Communes de ONGLES, LIMANS, MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX, CRUIS et LARDIERS

La Présidente du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence

Vu l'arrêté 21 - DRIT - 1895 - ATX du 29/10/2021, par laquelle AZURCONNECT TECHNIQUE représentée par Monsieur Maeva Berenguer 28 avenue Paul Cézanne - 13470 Carnoux-en-Provence était autorisé à effectuer les travaux demandés (Circulation alternée et Limitation de vitesse) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5 ;

Vu L'arrêté départemental n° 2021-DFAJ-011 du 02 juillet 2021 portant délégation de signature au sein du Pôle Développement Durable et Territoires ;

Considérant que les travaux ne sont pas terminés;

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté 21 - DRIT - 1895 - ATX du 29/10/2021, autorisant l'occupation du domaine public pour travaux (Circulation alternée et Limitation de vitesse) localisé sur :

- RD950 du PR 29 au PR 30+0500 (ONGLES) situés hors agglomération
- RD950 du PR 34+0700 au PR 39 (LIMANS) situés hors agglomération
- RD951 du PR 54 au PR 57+0850 (MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX et CRUIS) situés hors agglomération
- RD12 du PR 63+0250 au PR 66+0500 (LARDIERS et ONGLES) situés hors agglomération
- RD16 du PR 1+0620 au PR 2+0470 (MONTLAUX et CRUIS) situés hors agglomération
- RD112 du PR 0 au PR 1+0600 (LIMANS et ONGLES) situés hors agglomération

, sont prorogées jusqu'au 17/12/2021 (inclus).

Article 2 - Exécution

M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Alpes de Haute-Provence, M. le Directeur général adjoint du Pôle Développement Durable et Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte ou un extrait de cet acte sera publié au recueil des actes administratifs du Département

Pour la Présidente du Conseil départemental,
Le Chef du service Coordination des Services Territoriaux,

Bruno FIGONI

Annexes

Pdf Initial

Diffusion :

Monsieur Maeva Berenguer (AZURCONNECT TECHNIQUE), Préfète des Alpes de Haute Provence, Service Départemental d'Incendies et de Secours, Madame Patricia PAUL, Conseillère départementale du canton de Forcalquier, Monsieur Michel DALMASSO, Conseiller départemental du canton de Forcalquier, Maison technique de Forcalquier, Mairie (Mairie de SAINT ETIENNE LES ORGUES), Mairie (Mairie de CRUIS), Mairie (Mairie de MONTLAUX), Madame Maryse BLANC (Mairie d' ONGLES), Mairie (Mairie de FONTIENNE), Mairie (Mairie de MALLEFOUGASSE-AUGES), Mairie (Mairie de LIMANS) et Gendarmerie Nationale

Mme/M. le Maire de ONGLES, LIMANS, MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX, CRUIS et LARDIERS

SCST

Service rédacteur : Maison Technique de FORCALQUIER

Voies et délais de recours :

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL TEMPORAIRE
n° 21 - DRIT - 1895 - ATX
Portant réglementation de la circulation**

Déploiement fibre optique

Circulation alternée et Limitation de vitesse

- RD950 du PR 29 au PR 30+0500 (ONGLES)
 - RD950 du PR 34+0700 au PR 39 (LIMANS)
 - RD951 du PR 54 au PR 57+0850 (MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX et CRUIS)
 - RD12 du PR 63+0250 au PR 66+0500 (LARDIERS et ONGLES)
 - RD16 du PR 1+0620 au PR 2+0470 (MONTLAUX et CRUIS)
 - RD112 du PR 0 au PR 1+0600
- Commune(s) de ONGLES, LIMANS, MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX, CRUIS et LARDIERS
-

La Présidente du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Règlement de Voirie ;

Vu L'arrêté départemental n° 2021-DFAJ-011 du 02 juillet 2021 portant délégation de signature au sein du Pôle Développement Durable et Territoires ;

Vu la demande par laquelle AZURCONNECT TECHNIQUE demeurant 28, avenue Paul Cézanne 13470 Carnoux-en-Provence représentée par Monsieur Maeva Berenguer, sollicite la modification des conditions de circulation en vue de la réalisation de Déploiement fibre optique sur le domaine public ou en bordure de celui-ci;

Considérant que pour permettre la réalisation de la demande dans de bonnes conditions, il y a lieu de réglementer la circulation sur les routes du Département ;

Sur la proposition du Responsable du service Maison Technique de FORCALQUIER ;

Sur la proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRÊTE

Article 1 - Dispositions particulières

À compter du 03/11/2021 et jusqu'au 24/11/2021, et à compter de la date de mise en place de la signalisation réglementaire, la circulation sera réglementée ainsi qu'il suit :

- RD950 du PR 29 au PR 30+0500 (ONGLES) situés hors agglomération
- RD950 du PR 34+0700 au PR 39 (LIMANS) situés hors agglomération
- RD951 du PR 54 au PR 57+0850 (MALLEFOUGASSE-AUGES, MONTLAUX et CRUIS) situés hors agglomération
- RD12 du PR 63+0250 au PR 66+0500 (LARDIERS et ONGLES) situés hors agglomération
- RD16 du PR 1+0620 au PR 2+0470 (MONTLAUX et CRUIS) situés hors agglomération
- RD112 du PR 0 au PR 1+0600 (LIMANS et ONGLES) situés hors agglomération

- La circulation est alternée par feux tricolores ou piquet K10 de 08 h 00 à 18 h 00 et du lundi au vendredi sur décision du gestionnaire de la voirie.

- La vitesse maximale autorisée de tous les véhicules est fixée à 50 km/h.

Le stationnement de tous les véhicules dans l'emprise du chantier et ses abords est interdit, sauf pour ceux des entreprises et bureaux d'études intervenant ou livrant sur le chantier, ceux du maître d'oeuvre et ceux du maître d'ouvrage.

Pour tous les véhicules, il est interdit de dépasser dans l'emprise du chantier et ses abords.

La durée prévisionnelle des travaux est de 15 jours.

Article 2 - Dispositions générales

Sauf indication contraire précisée à l'article 1, l'entreprise devra réaliser les travaux par demi-chaussée et laisser obligatoirement une voie de circulation libre.

La circulation devra être rétablie sur l'ensemble de la chaussée :

- de 18h00 à 8h00 la semaine ;
- de 17h00 le vendredi au lundi 9h00 ;
- les jours hors chantiers.

Le pétitionnaire prendra toutes précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, le nettoyage nécessaire.

Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge du pétitionnaire.

Article 3 - Signalisation

La signalisation sera posée sur supports fixes dans les cas suivants :

Les services du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence pourront, à l'occasion de contrôle de la signalisation mise en place, exiger son adaptation pour des motifs de sécurité ou d'exploitation et prendre, si nécessaire, les dispositions de sauvegarde qui s'imposeraient.

La signalisation portant indication de ces dispositions réglementaires et conformes aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, sera mise en place, entretenue et déposée par "le pétitionnaire demandeur de l'arrêté" conformément au(x) schéma(s) de principe(s) joint(s) en annexe du présent arrêté.

- Persistance du danger la nuit ou le week-end ;
- Chantier de plus de quinze (15) jours.

La signalisation devra être en permanence adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise chargée des travaux dès qu'elle n'aura plus son utilité. A défaut, la Maison technique pourra procéder à la dépose de la signalisation et à son stockage dans le Centre d'intervention le plus proche aux frais de l'entreprise.

Article 4 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise chargée des travaux et affiché par ses soins à chaque extrémité du chantier.

Article 5 - Exécution

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Alpes de Haute-Provence, M. le Directeur Général Adjoint du Pôle Développement Durable et Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte ou un extrait de cet acte sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Pour la Présidente du Conseil départemental,
l'Adjoint au Chef du Service Coordination des Services
Territoriaux,

Gilles RICHAUD

Annexes

CF23

CF24

Diffusion :

Monsieur Maeva Berenguer (AZURCONNECT TECHNIQUE), Préfète des Alpes de Haute Provence, Service Départemental d'Incendies et de Secours, Madame Patricia PAUL, Conseillère départementale du canton de Forcalquier, Monsieur Michel DALMASSO, Conseiller départemental du canton de Forcalquier, Madame Maryse BLANC (Mairie d' ONGLES), Mairie (Mairie de LIMANS), Mairie (Mairie de MALLEFOUGASSE-AUGES), Mairie (Mairie de MONTLAUX), Mairie (Mairie de LARDIERS), Mairie (Mairie de CRUIS), Maison technique de Forcalquier et Gendarmerie Nationale

SCST

Service rédacteur : Maison Technique de FORCALQUIER

Voies et délais de recours :

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

